

BOUSQUET André, Robert

Etat civil :

Né le 6 novembre 1922 à Blaye-les-Mines (Tarn).¹

Famille :

Fils de Urbain, Jean Bousquet, mineur à la date de 1922², boulanger à la date de 1941³, et de Marie Rouquette, sans profession.⁴ Marié à Marie Lafitte le 28 septembre 1946 sans profession⁵, quatre enfants Michèle (née le 8 janvier 1949), Claire (née le 27 novembre 1950), Jean (né le 2 mai 1952), Jacques (né le 20 février 1956).⁶

Formation :

Brevet de capacité pour l'enseignement primaire instituteurs-Brevet élémentaire, Toulouse, 31 octobre 1938.⁷ Admis au concours de Surnuméraire des P.T.T. des 28-29 et 30 septembre 1941.⁸ Suit le cours P.T.T. Pratique de Limoges du 6 mai au 5 septembre 1942 dont il sort 16^e/22.⁹ Concours spécial de Contrôleur-Rédacteur les 23 24 25 avril 1946.¹⁰ Subit avec succès les épreuves spéciales du 29 octobre 1951 destinées à sélectionner les fonctionnaires susceptibles de bénéficier de facilités de préparation au concours d'admission à l'E.N.S.P.T.T.¹¹ E.N.S.P.T.T. 1952-1955, 5^e/25 concours entrée.¹² 10^e sortie promotion cursus E.N.A., 1^{er} E.N.S.P.T.T., 2^e général.¹³

Onomastique :

Nom méridional, forme régional de Bosquet.¹⁴

Position :

Inspecteur Général Honoraire. Retraité depuis le 1^{er} mars 1986.¹⁵

¹ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 5, fiche renseignement promotion E.N.A. 1952-1955, et Extrait des registres des actes de l'Etat-civil de la commune de Blaye-les-Mines, années 1922, copie certifiée conforme le 24 juillet 1941, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

² Extrait des registres des actes de l'Etat-civil de la commune de Blaye-les-Mines, années 1922, copie certifiée conforme le 24 juillet 1941, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³ Notice sur André Bousquet n°886 bis, 18 août 1941, noté " Situation assez aisée ", dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁴ Extrait des registres des actes de l'Etat-civil de la commune de Blaye-les-Mines, années 1922, copie certifiée conforme le 24 juillet 1941, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁵ Photocopie de l'Etat général des services, 20 octobre 1964, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁶ Photocopie de l'Etat général des services, 20 octobre 1964, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁷ Copie du brevet certifiée conforme, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁸ Notification d'un appel à l'activité, 5 mars 1942, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁹ Notice du cours pratique de Limoges, s.d., dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

¹⁰ Fiche de concours, 4 mars 1947, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

¹¹ Note imprimée de la Direction du Personnel, 22 janvier 1953, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

¹² A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 5, classement promotion concours entrée 1952-1955.

¹³ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 5, classement promotion concours entrée 1952-1955.

¹⁴ Albert Dauzat, Dictionnaire étymologique des noms de famille et des prénoms de France, édition revue et augmentée par Marie-Thérèse Morlet, Paris, Librairie Larousse, 1951, p. 60.

¹⁵ Dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

Service militaire :

6 novembre 1942 au 21 octobre 1945¹⁶, appelé aux chantiers de jeunesse le 6 novembre 1942, affecté dans l'Armée de l'Air le 25 décembre 1942 Ecole des Transmissions de l'Air de l'Arba Département de Constantine (Algérie).¹⁷ Incorporé aux Chantiers de Jeunesse le 6 novembre 1942 à Djidjelli (Département de Constantine). Versé dans l'Armée de l'Air le 25 décembre 1942. Passé dans la disponibilité le 6 juin 1943; maintenu par suite du débarquement anglo. Américain en Afrique du Nord.¹⁸ Campagne d'Algérie, Tunisie, Maroc, Sardaigne, France.¹⁹

Carrière :

Surnuméraire 6 mai 1952; Inspecteur adjoint 1947. Inspecteur rédacteur 1948.²⁰ Entré dans l'administration en 1942. A d'abord exercé ses fonctions à l'administration centrale (direction des services financiers), avant d'être détaché (de la direction des services financiers) en 1965 (date du début du détachement : 1. 4. 1965.²¹) comme chargé de mission au service central d'organisation et méthodes du ministère de l'Economie et des finances (S.C.O.M.). Affecté en 1971 à la direction générale des Postes, il est successivement nommé, sous-directeur au service des programmes et des études économiques, directeur adjoint à la direction des services financiers, puis à la direction des centres financiers et informatiques et enfin à la direction de l'action commerciale.²²

-1942 :

6 mai 1942 : Surnuméraire²³ à Limoges cours.²⁴

18 septembre 1942 : Surnuméraire Muté en Algérie²⁶, Bureau de Bône (Algérie) guichet affranchissement et chargements.²⁷

-1944 :

1er janvier 1944 : Contrôleur²⁸ à Bône (Algérie).²⁹

-1945 :

5 juin 1945 : Muté à Paris Chèques³⁰ (arrêté du 14 août 1945 à compter du 5 juin 1945).³¹

¹⁶ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 5, fiche renseignement promotion E.N.A. 1952-1955.

¹⁷ Certificat de Présence au Corps, 17 août 1943, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

¹⁸ Certificat de Présence au Corps, 17 août 1943, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

¹⁹ Fiche de décompte et d'attribution des majorations d'ancienneté, 21 juillet 1952, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

²⁰ A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 5, fiche renseignement promotion E.N.A. 1952-1955.

²¹ A.N., F90 21139, dossier 6 "gestion des administrateurs en fonction à l'extérieur par leur direction de rattachement", Administrateurs exerçant leurs fonctions hors des services centraux à la date du 16 février 1969.

²² Messages, n°281, juin 1979, p. 34.

²³ Notice succincte sur les états de service d'A. Bousquet en vue de son détachement au S.C.O.M., 30 avril 1970, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

²⁴ Notice individuelle concernant A. Bousquet (CV), s.d. (1971), dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

²⁵ Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, F.O.-P.T.T., 1973, p. 9. BHPT : PC 00463.

²⁶ Notice individuelle concernant A. Bousquet (CV), s.d. (1971), dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

²⁷ Fiche de proposition pour l'emploi de Contrôleur, 10 février 1945, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

²⁸ Notice individuelle concernant A. Bousquet (CV), s.d. (1971), dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

²⁹ Fiche de mutation DP/300, 25 juin 1945, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³⁰ Notice individuelle concernant A. Bousquet (CV), s.d. (1971), dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

-1948 :

1er novembre 1948 : Secrétaire rédacteur stagiaire à la Direction des Services Financiers³², Caisse Nationale d'Epargne, des Chèques Postaux et des Articles d'Argent (arrêté du 13 octobre 1948 à compter du 1er novembre 1948).³³

-1949 :

1er novembre 1949 : Secrétaire d'administration³⁴ de 2^e classe³⁵ à l'administration centrale (arrêté du 24 décembre 1949 à compter du 1er novembre 1949).³⁶

-1955 :

17 septembre 1955 : Nommé à l'emploi d'Administrateur de 3^e classe à la Direction de la Caisse d'Epargne, des Chèques Postaux et des Articles d'Argent, titularisé dans le grade correspondant à compter du 1er octobre 1955 (arrêté n°69A du 17 septembre 1955 à compter du 1er octobre 1955).³⁷

1er octobre 1955 : Administrateur de 2^e classe.³⁸

-1961 :

1er janvier 1961 : Administrateur de 1^{ère} classe³⁹ (nommé à l'emploi d'Administrateur de 1^{ère} classe par arrêté du 6 juin 1963 et titularisé dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1961).⁴⁰ “ A dirigé, en assurant les fonctions de Chef de Bureau, la conception et la mise en place du premier système d'exploitation d'ensembles électroniques de gestion dans un centre de chèques postaux.”⁴¹

-1962 :

“ Rapporteur du groupe spécialisé pour les marchés de matériel électronique depuis 1962. ”⁴²

-1965 :

1er avril 1965 : Placé en position de détachement pour une durée maximale de 5 ans auprès du ministère de l'Economie et des Finances et des Affaires Economiques pour exercer les fonctions de chargé de mission contractuel au Service Central d'Organisation et Méthodes (S.C.O.M.) (arrêté n°4,103 du 4 août 1965 à compter du 1er avril 1965)⁴³, en remplacement

³¹ Fiche de mutation DP/300, 10 octobre 1945, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³² Notice individuelle concernant A. Bousquet (CV), s.d. (1971), dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³³ Notification de nomination, 20 octobre 1948, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³⁴ Notice succincte sur les états de service d'A. Bousquet en vue de son détachement au S.C.O.M., 30 avril 1970, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³⁵ Notice individuelle concernant A. Bousquet (CV), s.d. (1971), dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³⁶ Notification de nomination, 27 décembre 1949, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³⁷ Notification de la nomination, 28 septembre 1955, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³⁸ Notice succincte sur les états de service d'A. Bousquet en vue de son détachement au S.C.O.M., 30 avril 1970, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

³⁹ Notice succincte sur les états de service d'A. Bousquet en vue de son détachement au S.C.O.M., 30 avril 1970, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁴⁰ Notification de la nomination, 17 juin 1963, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁴¹ Note manuscrite anonyme sur la carrière de A. Bousquet, s.d. [1965], Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535, dossier de A. Bousquet.

⁴² Note manuscrite anonyme sur la carrière de A. Bousquet, s.d. [1965], Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535, dossier de A. Bousquet.

⁴³ Copie de l'arrêté, 3 août 1965, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

de M. Chassaing (réintégré dans les cadres de l'administration des Postes le 16 mars 1965).⁴⁴ Lors de son détachement au S.C.O.M. il est membre au moins jusqu'en 1971 des commissions de l'informatique des ministères de l'Intérieur et de la Santé Publique.⁴⁵ Pendant la période de son détachement au S.C.O.M. il apporte sa collaboration à la conception du plan de modernisation administrative de la Gendarmerie (introduction de l'informatique à la Gendarmerie).⁴⁶ Pendant l'année 1966 est désigné par le ministère des Finances et des Affaires Economiques pour intégrer le Bureau d'Organisation et Méthodes du Ministère des Affaires Sociales ceci dans le but d'étudier les problèmes posés par l'application de la politique de mécanisation administratives, financières et médicales lancée dans ce ministère en octobre 1965. " Dès son arrivée M. Bousquet s'est appliqué à assimiler les procédures hospitalières qui lui étaient étrangères et a participé très activement à l'élaboration d'une mise au point des travaux actuellement traités mécanographiquement dans les hôpitaux. Il a, pour ce faire, procédé à des enquêtes sur place à l'Assistance Publique de Paris, de Marseille, aux Hospices Civils de Lyon, aux Centres Hospitaliers Régionaux de Bordeaux et de Dijon. Les travaux auxquels M. Bousquet s'est livré ont permis de dégager certains enseignements pour la politique générale du ministère, en ce qui concerne le traitement de l'information dans les établissements hospitaliers. M. Bousquet a, pendant ce 1er semestre, participé avec M. Reynaud à des réunions dans le cadre régional. Ces réunions permettaient de poser le problème du traitement des travaux de gestion par des équipements mécanographiques communs à plusieurs centres hospitaliers. Elles eurent lieu à Montpellier et Dijon. D'autres réunions avec le même objectif sont prévues à Annecy, Clermont-Ferrand, Saint-Etienne et le Val d'Oise. M. Bousquet participait également au contrôle des études effectuées à Nantes et Grenoble par le Cabinet C.G.O. et aux discussions des rapports déposées par ce cabinet. Enfin, assistant à des colloques spécialisés sur l'électronique médicale (Toulouse-Paris) M. Bousquet devait définir les premiers éléments d'une doctrine visant à obtenir une synthèse des études en la matière. Le Comité Consultatif chargé de l'étude du traitement et de la transmission de l'information a, dans sa séance du 16 juin décidé de créer un groupe de travail chargé d'étudier cette normalisation. M. Bousquet devrait en être l'animateur. " ⁴⁷ Par ailleurs, le chef du SCOM René Gaudriault, certifie en septembre 1968 que Bousquet doit, de par ses fonctions, prendre fréquemment la parole en public, notamment pour prononcer des conférences ou assurer des enseignements.⁴⁸

⁴⁴ Note pour monsieur le Directeur des Services Financiers, 29 mars 1965, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁴⁵ Notice individuelle concernant A. Bousquet (CV), s.d. (1971), dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14. " Créées en application de la circulaire du 7 décembre 1967, les Commissions Ministérielles de l'Informatique ont été installées progressivement à partir du début de l'année 1968. " Rapport du Délégué à l'Informatique au Premier ministre, " Objectifs du Délégué à l'Informatique en matière de promotion et de coordination des applications de l'informatique ", novembre 1969, Annexe 2 p. 1. Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) 21 D 05.

⁴⁶ Lettre dactylographiée du Directeur de la Gendarmerie et de la Justice militaire au ministre des Postes et Télécommunications R. Galley, 27 janvier 1971, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁴⁷ Lettre dactylographiée du Directeur de l'administration générale du personnel et budget du Ministère des Affaires Sociales au ministre des Finances et des Affaires Economiques, 30 juin 1966, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁴⁸ Attestation de R. Gaudriault pour M. Bousquet, 23 septembre 1968, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.), B 46539/1.

-1967 :

1er janvier 1967 : Administrateur hors classe.⁴⁹ (arrêté n°127 du 28 février 1969, à compter du 1er janvier 1967 *J.O.* du 7 mars 1969 p. 2. 391).⁵⁰ Au titre de son détachement au SCOM : “ Son expérience et ses connaissances en matière d’automatisation administrative ont été particulièrement utiles pour le lancement d’études de l’espèce, notamment au ministère des Affaires Sociales, ou dans diverses commissions ministérielles consacrées aux problèmes d’emploi des ensembles électroniques.”⁵¹

20-21 juin 1967 : Assiste aux journées d’information organisées par la Société d’Etudes et de Réalisations pour le Traitement de l’Information (SERTI) (dont le PDG est Alain R. Schlumberger) sur “ Les banques d’information”.⁵²

-1968 :

17 septembre 1968 : Participe à cette date à la réunion du Comité permanent de la Commission interministérielle de l’informatique, séance présidée par Maurice Allègre Délégué à l’Informatique. Lors de la discussion portant sur les actions spécifiques à mener en faveur du software, “ Monsieur Bousquet rappelle à ce propos l’intérêt d’une rationalisation des méthodes d’analyse [des programmes informatiques]. Ce problème est à rapprocher d’une demande formulée par l’I.R.I.A. par l’Association des analystes du Secteur Public : rédiger un cours-modèle d’analyse.”⁵³

-1969 :

Mai-juin 1969 : Bousquet tente de résilier son contrat qui le lie au ministère de l’Economie et des Finances (S.C.O.M.) pour se faire détacher à l’I.R.I.A. qui le réclame. Dans le cadre de la mise en place d’une Direction de Recherche “Informatique de Gestion” l’I.R.I.A. apprécierait en effet la venue de Bousquet considéré comme un spécialiste de ces domaines (projet de détachement de Bousquet apparemment sans suite).⁵⁴ En effet, en mars 1968, le Délégué à l’Informatique Maurice Allègre souhaite que “ L’Institut de Recherche d’Informatique et d’Automatique (I.R.I.A.) se verra, le plus tôt possible, doté d’un département de recherches en informatique de gestion, dont la forme et les responsabilités seront définies dans le cours de l’année 1968, et dont les membres pourront le cas échéant prêter leur concours aux administrations.”⁵⁵ En ce sens il écrit à R. Gaudriault Chef du SCOM pour lui faire la demande suivante : “Depuis sa création, la Délégation à l’Informatique a entretenu avec le Service central d’organisation et méthodes des rapports fondés sur un parfait esprit de collaboration. C’est ainsi que, à diverses reprises, soit M. Galley, soit M. Baquiast, ont apporté leur concours aux cycles de formation et d’information organisés par votre Service,

⁴⁹ Notice succincte sur les états de service d’A. Bousquet en vue de son détachement au S.C.O.M., 30 avril 1970, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁵⁰ Extrait de l’arrêté, 20 mars 1969, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁵¹ Lettre dactylographiée de l’adjoint au Directeur du Budget R. Malafosse à la Direction du personnel du ministère des P.T.T., 6 octobre 1967, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535, dossier de M. A. Bousquet.

⁵² Lettre dactylographiée de R. Gaudriault à M. Schlumberger, 7 juin 1967, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535, dossier de A. Bousquet.

⁵³ Comité permanent de la Commission interministérielle de l’informatique, séance du 17 septembre 1968, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) 21D 05.

⁵⁴ Lettre dactylographiée du directeur de l’I.R.I.A. à la Direction du Personnel des Postes et Télécommunications, 11 juin 1969, Lettre manuscrite d’André Bousquet à la Direction du personnel, 28 mai 1969, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁵⁵ Rapport dactylographié du Délégué à l’Informatique Maurice Allègre, 11 mars 1968, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) 21D 05.

dont j'apprécie beaucoup l'action en ce domaine. Réciproquement vous avez bien voulu accepter la participation de votre collaborateur, M. Bousquet, au Comité permanent de la Commission Interministérielle de l'Informatique. La création récente d'un département d'informatique de gestion administrative à l'I.R.I.A. me paraît fournir l'occasion d'élargir cette collaboration. A cet effet, je vous propose d'autoriser M. Bousquet, dont l'expérience me paraît très précieuse, à participer au développement de ce Service. En raison de son importance, cette tâche ne me semble devoir être menée à bien qu'au prix d'un travail constant représentant, au minimum, un emploi à mi-temps. (...)”⁵⁶ Mais Bousquet reporte au 1er septembre sa démission du SCOM initialement prévue en mai, report de date d'effet de la démission accepté.⁵⁷ Ce à quoi Gaudriault répond qu'il n'est pas possible de mettre A. Bousquet à disposition de l'I.R.I.A. les missions qu'il remplit au SCOM étant trop importantes. Si en revanche A. Bousquet apparaît le plus qualifié pour mener à bien la création du nouveau département de l'I.R.I.A., il sera détaché dans cet institut ce qui mènera à la résiliation de son contrat avec le SCOM.⁵⁸ Cette mise à disposition semble avoir été conclue puisque Maurice Allègre écrit le 30 avril 1969 : “vous avez bien voulu accepter de mettre à ma disposition, dans le cadre de l'I.R.I.A., M. Bousquet. (...) Il est évident que dans cette perspective, l'I.R.I.A. assurerait une rémunération complète de l'intéressé.”⁵⁹

-1970 :

1er avril 1970 au 31 août 1971 : Renouvellement du détachement au ministère de l'Economie et des Finances en vue d'exercer les fonctions de chef de mission au Service d'Organisation et Méthodes (S.C.O.M.) (arrêté n°2318 du 30 septembre 1970 à compter du 1er avril 1970).⁶⁰ “ Le ministère des P.T.T. avait refusé en son temps le prolongement pour une nouvelle période de 5 ans du détachement de M. Bousquet, détachement qui expirait le 1er avril 1970. Sur intervention personnelle de M. Malafosse [Adjoint au Directeur du Budget (de La Génrière⁶¹)], une prolongation jusqu'à fin août 1971 avait cependant été obtenue. Mais M. Bousquet, pensant avoir actuellement une occasion favorable de rentrer, à un poste intéressant, dans son Administration préfère ne pas attendre le terme de son détachement.”⁶² Ne reviendrait aux P.T.T. avant l'expiration de son détachement que “ Si la réforme des P.T.T. se fait. M. Bousquet ayant une offre intéressante de M. Joder (poste de sous-directeur) donnerait sa démission avant l'expiration de sa période de détachement.”⁶³

⁵⁶ Lettre dactylographiée du Délégué à l'Informatique Maurice Allègre, 27 mars 1969, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535, dossier de A. Bousquet.

⁵⁷ Lettre manuscrite de A. Bousquet au Directeur du personnel et des services généraux de la Direction du Budget, 12 juin 1969, avis favorable apposé par les services concernés, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535, dossier de A. Bousquet.

⁵⁸ Lettre dactylographiée de R. Gaudriault à M. Allègre, 2 avril 1969, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535, dossier de A. Bousquet.

⁵⁹ Lettre dactylographiée de M. Allègre à R. Gaudriault, 30 avril 1969, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535, dossier de A. Bousquet.

⁶⁰ Copie de l'arrêté (carbone), 30 septembre 1970, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁶¹ Bottin administratif, 1970, p. 312.

⁶² Lettre dactylographiée du Chef de service du S.C.O.M. à M. Thévenin Cabinet du Directeur du Budget, 23 novembre 1970, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535, dossier de A. Bousquet.

⁶³ Note manuscrite anonyme, s.d. [septembre 1970], Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46 535 dossier de A. Bousquet.

17 août 1970 : Assure la présidence du Comité d'études des marchés de matériels destinés au traitement des informations du Ministère de la Santé Publique et de la Sécurité sociale (ministère M. Poniatowski).⁶⁴

-1971 :

1er janvier 1971 : Réintégré à sa demande (auparavant était détaché au ministère de l'Economie et des Finances pour exercer les fonctions de chargé de mission contractuel au Service Central d'Organisation et Méthodes (S.C.O.M.)⁶⁵ dans les cadres de l'administration et affecté à la Direction générale des Postes (extrait de arrêté n°9A/577 du 5 mars 1971 à compter du 1er janvier 1971).⁶⁶ A la Direction générale des Postes est appelé à diriger les Services d'Etudes générales, d'Informatique et de Statistique. Par ses connaissances étendues de l'informatique, sa large expérience professionnelle et un incontestable ascendant sur un nombreux personnel de tout grade, M. Bousquet s'est rapidement affirmé à la tête de cet important service comme un chef de grande valeur. Il a ainsi apporté la preuve qu'il possédait au plus haut point toutes les qualités requises pour assurer les fonctions de Sous-directeur.⁶⁷

21 octobre 1971 : Nommé à l'emploi de sous-directeur à l'Administration centrale Direction générale des Postes (arrêté n°71A du 21 octobre 1971 à compter du 21 octobre 1971).⁶⁸

-1973 :

16 octobre 1973 : nommé au grade de Directeur adjoint (arrêté n°2689 du 16 octobre 1973 en remplacement de M. Guetat promu inspecteur général) à l'administration centrale du Ministère des Postes et Télécommunications.⁶⁹

-1979 :

19 mars : Titularisé Inspecteur Général, affecté au Service de l'Inspection Générale (arrêté n°85A du 7 mai 1979 à compter du 19 mars 1979, *J.O.* du 12 mai 1979 p. 3958 NC).⁷⁰

12 mai 1979 : Nommé et titularisé Inspecteur général à compter du 19 mars 1979 (arrêté du 7 mai 1979 à compter du 19 mars 1979 *J.O.* du 12 mai 1979 p. 3958 NC).⁷¹

1er juillet 1979 : Placé en position de détachement pour une durée maximum de 5 an auprès de la Société Mixte pour l'Etude et le Développement de la Technique des Centres Postaux Mécanisés et Automatisés (SOMEPOST) en vue d'exercer les fonctions de Directeur Général (arrêté n°174 du 15 janvier 1980 à compter du 1er juillet 1979).⁷²

⁶⁴ Lettre photocopiée de Michel Poniatowski à André Bousquet, 26 février 1974, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁶⁵ Lettre dactylographiée du Ministre des Postes et Télécommunications au directeur du S.C.O.M., 10 décembre 1970, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁶⁶ Copie de l'extrait de l'arrêté, 18 mars 1971, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14, et Dossier de André Bousquet, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46535 (par extrait).

⁶⁷ Notice individuelle concernant A. Bousquet (CV), s.d. (1971), dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁶⁸ Notification de nomination, 3 novembre 1971, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁶⁹ Photocopie de l'arrêté, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁷⁰ Notification de nomination, 28 mai 1979 et photocopie du *J.O.*, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁷¹ Photocopie de la parution au *J.O.*, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁷² Extrait de l'arrêté, 6 février 1980, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14. Créée en 1962 et transformée en G.I.E. en 1969, SOMEPOST a pour mission d'assurer la coordination des études et du développement des techniques applicables à la modernisation de la Poste. Pour conduire les études, mettre au point l'ingénierie et assurer la maîtrise d'oeuvre de l'installation des équipements postaux française, SOMEPOST utilise une quarantaine d'ingénieurs et techniciens associés à des cadres supérieurs des P.T.T.. L'ingénierie et la maîtrise d'oeuvre dans les centres de tri constituent l'activité principale de SOMEPOST qui assure également pour le compte de la direction générale des Postes des études générales et ponctuelles. Regroupant 20 sociétés industrielles françaises (C.F.C., C.G.E.E. Gallet, L.S.D., Mabor, Téléflex, Vendôme, Bertin, S.E.M.S., H.B.S.,

-1981 :

23 septembre 1981 : Sur l'invitation de M. Pateridis directeur général des Postes Héliques (ELTA) présente à Athènes les matériels fabriqués par les industriels français pour l'équipement des bureaux de poste et des centres de tri.⁷³

26-29 octobre 1981 : Fait partie en tant Directeur général de Somepost d'une mission conduite par Ourtau (chef du service des affaires internationales) à Prague au cours de laquelle sont présentés les techniques et les équipements postaux français et au cours de laquelle ont lieu des discussions sur les perspectives de coopérations entre les deux administrations des postes française et tchécoslovaques.⁷⁴

-1984 :

1er juillet 1984 : -Maintenu dans sa position de détachement à SOMEPOST pour une durée d'un an à compter du 1er juillet 1984 (arrêté n°2028 du 14 juin 1984, à compter du 1er juillet 1984).⁷⁵ -Placé en position Hors cadres (arrêté n°1941 du 20 mai 1985, à compter du 1er juillet 1984 *J.O.* du 24 mai 1985, p. 5838).⁷⁶

-1986 :

1er mars 1986 : Réintégration dans les cadres et admis à la retraite (arrêté n°0613 du 29 janvier 1986 à compter du 1er mars 1986).⁷⁷

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

-1971 :

“Les problèmes de l'informatique, formation et information”, Bulletin du S.C.O.M., n°40, avril-juin 1971, p. 19.

-1969 :

Avec Jean Reynaud⁷⁸, “ Deux conceptions de l'informatique hospitalière en Suède ”, Bulletin du S.C.O.M., n°32, avril-juin 1969, p. 8.

Matra, C.A.M.P., Havas, SECAP, SERI), SOMEPOST possède un potentiel technologique important qui repose sur une longue expérience des matériels de la très spécifique ingénierie postale française et présente, à ce titre, pour les administrations postales étrangères le plus grand intérêt. C'est ainsi que SOMEPOST est en mesure de répondre aux appels d'offre internationaux ou de conclure des marchés de gré à gré pour l'étude et la réalisation de systèmes postaux mécanisés ou automatisés utilisés pour les centres de tri et, tout récemment, dans les guichets des bureaux de Poste. Ont été réalisés par SOMEPOST, les centres de tri d'Alger, Alexandrie, Luxembourg, Casablanca, Mexico (Aéroport-Buenvista-Pantaco), Dakar, Zagreb. Deux marchés importants viennent d'être signés par SOMEPOST qui concerne l'équipement des centres de tri d'Abidjan et de Tunis. Des propositions sont en cours d'examen en Libye (Tripoli et Benghazi) et une offre va être très prochainement soumise à l'Organisme égyptien des Postes pour le centre de tri de “ Cairo Ramsès ”. Des études d'ingénierie ont été réalisées ou son en cours dans plusieurs autres pays. Associant l'administration et l'industrie postale française, SOMEPOST représente en matière de techniques postales une expérience et un potentiel qui semblent sans équivalent dans le monde et constitue un puissant levier pour l'exportation française. La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 10 septembre 1979, n°15, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁷³ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 12 octobre 1981, n°119, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁷⁴ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 9 novembre 1981, n°123, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁷⁵ Extrait de l'arrêté, 26 juin 1984, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁷⁶ Photocopie de l'arrêté, 20 mai 1985, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁷⁷ Photocopie de l'arrêté, 29 janvier 1986, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/14.

⁷⁸ Chef de la division organisation, méthodes et informatique au ministère des Affaires Sociales.

-1967 :

Professe en 1967 le cours de l'E.N.S.P.T.T. sur les calculateurs et les ensembles électroniques.⁷⁹ Assure le cours de 1ère année de l'E.N.S.P.T.T. années scolaire 1966-1967 sur Les ensembles électroniques.⁸⁰

-1965 :

Assure le cours de l'année scolaire 1965-1966 sur Les calculateurs et ensembles électroniques.⁸¹

Décorations, distinctions honorifiques :

Chevalier de l'Ordre National du Mérite (décret du Président de la République du 17 février 1965 pris sur le rapport du Premier Ministre et du Ministre des Postes et Télécommunications (*J.O. du 21 février 1965*)).⁸² Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur (décret du 28 mars 1972 *J.O. du 30 mars 1972*).⁸³ Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur (décret du Président de la République du 17 mars 1986 *J.O. du 30 mars 1986*).⁸⁴

⁷⁹ Annuaire de l'Education Nationale, 1968, p. 171.

⁸⁰ A.N., C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/22, Plans de cours 1966-1967.

⁸¹ A.N., C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/22, Plans de cours 1965-1966.

⁸² Bulletin Officiel des P.T.T., 1965, "Blanc" p. 32.

⁸³ Bulletin Officiel des P.T.T., 1972, "Saumon", A, doc 102, cab 8, p. 35.

⁸⁴ Bulletin Officiel des P.T.T., 1986, t. 2, "Saumon", Cab, 152 cab 14, p. 1.